

Aux organisations politiques candidates aux élections législatives

La Roche sur Yon, le 6 juin 2022

Madame, Monsieur,

Forte de sa représentativité dans la Fonction Publique et particulièrement dans le monde de l'éducation, de la recherche et de l'emploi, la FSU Vendée se mobilise au quotidien pour défendre les intérêts des salarié.es et pour une société plus juste et plus solidaire.

A travers nos luttes, nous portons le projet d'une société plus solidaire et accueillante, contre toute forme de racisme, de discrimination et de domination, et pour une planification écologique relevant les défis humains et environnementaux posés par le réchauffement climatique et les menaces d'effondrement de la biodiversité.

Difficile de retenir quelques sujets, tellement les chantiers sont nombreux, mais nous souhaitons évoquer deux points concrets de notre département :

- l'Education :

Au cours de la dernière législature, les personnels de l'éducation ont encore été mis à mal et les inégalités entre élèves n'ont cessé de s'accroitre.

En Vendée, de la rentrée 2017 à la rentrée 2021, la baisse démographique s'est confirmée dans le 1^{er} degré (- 2000 élèves dans l'enseignement public), le nombre de postes d'enseignants a lui aussi baissé (- 30 postes). La priorité au 1^{er} degré, annoncée par le Ministre de l'Education Nationale, s'est traduite par une baisse de la moyenne d'élèves par classe de 0,7 élève au cours des 5 dernières rentrées scolaires...

Le dédoublement des classes de GS/CP et CE1 est restée une annonce forte du gouvernement durant le dernier quinquennat. Il ne concerne que 16 écoles sur 303 dans notre département, quand dans le même temps, le dispositif « Plus de maîtres que de classes » a été supprimé, alors qu'il facilitait la gestion de la difficulté scolaire et dynamisait le travail en équipe.

L'inclusion des élèves en situation de handicap a très largement augmenté sans que les besoins réels de ces élèves soient pris en compte. Si le nombre d'Accompagnants d'Elèves en Situation de Handicap a dépassé le millier en Vendée, ces personnels restent dans une très grande précarité (800 € par mois environ en moyenne) accentuée par la mise en place des Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés qui obligent certains personnels à se déplacer sur plusieurs écoles, le plus souvent sans prise en charge des frais de déplacement.

Aussi, toutes les structures adaptées sont en déclin par déficit de personnels spécialisés et une absence de création de postes (SEPGA, ULIS, CMP, CMPP, DITEP). Le seul Établissement Régional d'Enseignement Adapté, basé aux Sables d'Olonne, a été fermé en 2021. Les élèves

attendent plusieurs années avant de bénéficier d'une place dans une structure répondant à leur situation malgré la notification délivrée par la MDPH. Aucun poste d'infirmière scolaire créé, disparition progressive des médecins scolaires, absence d'assistante sociale...

S'ajoute à ce tableau déjà bien sombre la difficulté, voire l'impossibilité, de trouver des spécialistes de l'orthophonie ou de la pédo-psychiatrie, ... L'École et ses personnels se retrouvent donc exposés seuls à devoir accueillir et répondre à toutes ces difficultés.

La législature passée n'a pas apporté de réponse à cette réalité déjà existante qui continue à se dégrader.

<u>Questions</u>: Comment pensez-vous améliorer le système éducatif pour répondre aux enjeux de l'école inclusive au service des élèves les plus en difficulté ?

Dans le 2nd degré, le nombre d'élèves dans l'enseignement public a progressé de 2 000 élèves (Collèges, LEGT, LP et Post BAC) entre la rentrée 2017 et la rentrée 2021 avec la création de 71 postes (+44 dans les collèges et + 27 dans les lycées). Les difficultés rencontrées sont du même ordre que dans le 1^{er} degré : nombre d'élèves par classe très élevé, inclusion scolaire sans moyen d'accompagnement en nombre suffisant, dévalorisation du métier...

Concernant la création de postes d'infirmières scolaires ou d'assistantes sociales, il n'y en a eu aucune en Vendée entre les rentrées 2017 et 2021 alors que 3 établissements ont vu le jour (sep. 2017 - Saint Hilaire de Loulay / sept. 2021 - Collège J. Auriol de Challans et le lycée de Saint-Gilles). Une création d'un poste d'infirmière est prévue pour la rentrée 2022 avec l'ouverture du lycée d'Aizenay...

Le ministère était de son côté préoccupé par d'autres chantiers :

- la remise en question de la liberté pédagogique par l'imposition de méthodes d'apprentissage dans le 1^{er} degré
- le management des écoles par la mise en place du statut de Directeur d'Ecole, futur chef d'établissement...
- la valorisation du métier par la mise en place de primes au mérite
- la réforme du lycée et du baccalauréat permettant la suppression de milliers de postes
- la mise en place de Parcoursup
- le « wokisme » et « l'islamo-gauchisme » à l'université... !!?

Pendant ce temps-là, la profession enseignante se paupérise davantage, ce qui entraîne des difficultés de recrutement ainsi qu'une démotivation des personnels déjà en place.

<u>Questions</u>: Êtes-vous prêt.e à prendre des mesures pour un rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2010 et pour éviter que cette dégradation programmée se poursuive ? Quel dialogue social souhaitez-vous instaurer ?

L'EPS, une discipline à part entière mais entièrement à part

Cette discipline aura à jouer un double rôle dans les années à venir : ouverture culturelle pour toutes et tous autour des JOP de Paris et une contribution dans le secteur de la santé. De nombreux rapports nous alertent :

- 66% des adolescents entre 11 et 17 ans ont un niveau de sédentarité élevé et une faible activité physique. Rapport ANSE
- En 40 ans, les enfants auraient perdu 25% de leurs capacités cardiovasculaires. Rapport de FFC
- 14% des garçons et 6% des filles pratiquent une activité quotidienne (avant dernière place dans l'UE). Rapport de OCDE.
- Les femmes et les enfants sont les publics les plus impactés depuis 10 ans. Rapport ESTEBAN.
- Charge pondérale et obésité en hausse plus particulièrement chez les filles. Ces évolutions touchent davantage les enfants d'ouvriers que ceux des cadres. Rapport DREES.
- Inégalités de pratique entre les habitants des villes et du monde rural. Rapport INJEP 2019.

De par son caractère obligatoire et répété, l'EPS et le sport scolaire créent des habitus de pratique au service de toutes et tous sans discrimination luttant comme ils le peuvent contre la fracture sociale sans cesse dénoncée par le monde politique.

Deux rendez-vous hebdomadaires de 2h tout au long de la scolarité doit être envisagés au plus vite.

Alors que l'EPS est une discipline comme les autres, il est à constater que les conditions d'enseignement et d'apprentissage diffèrent sur le territoire de la Vendée.

Les équipements mis à la disposition des élèves et enseignants sont autrement plus stimulants à Montaigu qu'à Fontenay malgré la débrouillardise et l'investissement de ses enseignants.

La situation est similaire en lycée et les conditions d'enseignement et d'apprentissage entre St Gilles et Challans ne sont pas comparables et particulièrement discriminantes.

Les lois de décentralisation qui devaient rapprocher les décideurs des usagers ne jouent pas leur rôle de la même manière partout. Si la Gironde, voire la Loire Atlantique et la région Occitanie ont une oreille plus attentive sur le sujet des équipements sportifs mis à la disposition des scolaires, où en sommes-nous en Vendée et quelle politique territoriale régulatrice doit être envisagée pour combler au plus vite ces inégalités ?

Autre inégalité :

Prenons l'exemple les transports publics. Cette compétence relève certes des collectivités locales, mais l'Etat impulse des investissements structuraux. Qu'en est-il dans notre département? Un étudiant partant de Fontenay le Comte et voulant se rendre à Angers mettra entre 3 et 6 heures de transport... La solution la moins coûteuse et la plus rapide est ... Blablacar!

Aujourd'hui, ce sont des transports scolaires qui n'existent plus pour se rendre dans les établissements scolaires.

<u>Questions</u>: Comment apporter plus d'égalité sur l'ensemble des territoires en terme d'aménagement des territoires ?

Les services publics :

L'ensemble du système de santé souffre des politiques menées et est terriblement fragilisé : fermetures de services hospitaliers, de maternités, services d'urgences asphyxiés, manques de professionnels de santé et déserts médicaux ...

<u>Questions</u>: Quelles mesures envisagez-vous pour améliorer le système de santé hospitalier et le faire fonctionner de nouveau correctement (création de lits, embauches, etc.)? Êtes-vous pour la mise en place d'une assurance maladie financée par les cotisations sociales, mettant fin aux renoncements aux soins et n'obligeant pas à souscrire des assurances complémentaires, sources de profondes inégalités?

Les populations perçoivent au quotidien les inégalités : inégalités face au travail, inégalités face à la justice, inégalités face aux services publics, inégalité face à l'impôt, inégalités face à l'aménagement des territoires... Alors que les services publics sont une première réponse aux inégalités, leur dégradation rompt le pacte républicain. Le sentiment d'abandon des populations s'est traduit par un vote de rejet massif au profit de l'extrême droite.

Aujourd'hui la FSU85 s'adresse à vous, organisations politiques, pour en appeler à votre responsabilité. Depuis des années, les politiques menées ont agrandi la fracture sociale, creusé les inégalités sociales et scolaires. Les résultats de l'élection présidentielle attestent du niveau de colère et de désespérance dans notre pays. Sans pouvoir ni vouloir nous immiscer en tant que syndicat dans le champ politique, la FSU85 estime aujourd'hui de sa responsabilité d'en appeler à vous pour que les cinq années à venir ne soient pas perdues et n'accentuent pas davantage la fracturation de notre société.

Questions: Comment renforcer le dialogue social et citoyen.nes dans tous les territoires?

La poursuite des politiques de destruction des acquis sociaux ne pourra que renforcer davantage l'implantation du discours de l'extrême droite dans l'opinion. Pour la cohésion du pays, pour la justice sociale, pour le climat, il n'est plus temps de temporiser!

Notre organisation en appelle à la construction approfondie d'un projet politique progressiste, ambitieux, donnant à chacun.e des raisons d'espérer en l'avenir. Notre organisation est prête à y travailler sans confusion des rôles dans le respect de nos spécificités propres.

Les réponses et commentaires que vous voudrez bien apporter à nos questions seront diffusés dans nos différentes professions.

Pour la FSU 85

Gisela LEFEBVRE

Jean-Jacques BOBIN